

LES ENTRETIENS DU PREMIER MINISTRE AVEC LE PRÉSIDENT
DES ÉTATS-UNIS

L'hon. Donald J. Johnston (Saint-Henri-Westmount): Ma question s'adresse au vice-premier ministre. Si notre politique est de renforcer le groupe Contadora, nous devons manifestement répondre au président Reagan de la façon la plus claire possible que le Canada n'est pas d'accord avec son initiative, et il faudrait certainement que ce point de vue soit exprimé tout de suite—et je souhaiterais que le premier ministre soit d'accord—puisque le premier ministre va avoir l'occasion de rencontrer le président à Washington ce soir même. Le vice-premier ministre peut-il nous donner l'assurance que le premier ministre veillera à ce que ce point soit abordé à l'ordre du jour et à ce que le point de vue du Canada soit exposé?

L'hon. Erik Nielsen (vice-premier ministre et ministre de la Défense nationale): Monsieur le Président, je pense que nul à la Chambre n'ignore que les discussions que vont avoir le président et le premier ministre vont porter sur une très vaste gamme de sujets. J'aimerais rappeler là encore la réponse donnée le 13 mars par le secrétaire d'État aux Affaires extérieures au député de New Westminster-Coquitlam:

Nous croyons . . .

. . . il s'agit du gouvernement . . .

. . . que les actes sont plus éloquents que les paroles, en Amérique centrale comme ailleurs. Notre gouvernement a triplé l'aide au développement qu'il accorde à l'Amérique centrale parce que nous croyons qu'il existe là-bas un problème d'ordre économique et non un problème d'ordre militaire à régler par les armes.

LES DROITS IMPOSÉS PAR LES ÉTATS-UNIS SUR LES
EXPORTATIONS DE POISSON

L'hon. Donald J. Johnston (Saint-Henri-Westmount): Une rencontre au sommet, c'est manifestement l'occasion de discuter ouvertement de la situation, et c'est ce que nous espérons que le premier ministre et le président vont faire, pas seulement sur la question du Nicaragua, mais aussi sur d'autres questions comme les droits compensateurs sur les produits de la pêche dans l'Atlantique, qui n'ont été réduits que de 1 p. 100. Si le gouvernement n'est pas d'accord avec cette décision, c'est-à-dire qu'il estime que ce 1 p. 100 est insuffisant, le premier ministre va sûrement profiter de cette occasion pour dire au président qu'il faut supprimer complètement ces droits compensatoires.

L'hon. Erik Nielsen (vice-premier ministre et ministre de la Défense nationale): Ce sera manifestement à l'ordre du jour des discussions, monsieur le Président.

LA VISITE DU PREMIER MINISTRE À WASHINGTON—LES
DISCUSSIONS SUR LES PLUIES ACIDES

L'hon. Chas. L. Caccia (Davenport): Monsieur le Président, en l'absence du premier ministre et du secrétaire d'État aux Affaires extérieures, je poserai également ma question, qui concerne la réunion au sommet, au vice-premier ministre. Voici ce que je voudrais savoir: Le premier ministre va-t-il simplement demander au Président de souscrire à la recommandation des envoyés spéciaux chargés du dossier des pluies acides, qui proposent cinq années supplémentaires de recherche ou va-t-il plutôt l'inviter officiellement à mettre en œuvre un programme de contrôle des émanations aux États-Unis, au lieu de procéder à d'autres travaux de recherche?

Questions orales

L'hon. Erik Nielsen (vice-premier ministre et ministre de la Défense nationale): Monsieur le Président, le député sait fort bien que c'est là l'une des grandes questions que nous entendons aborder avec les États-Unis. Il se rappelle, également, j'en suis persuadé, qu'en réponse à l'une des questions qu'il a déjà posées à ce sujet, le ministre de l'Environnement lui avait signalé que notre gouvernement a fait plus dans le domaine des pluies acides en 18 mois que son gouvernement en 18 ans.

● (1420)

M. Caccia: Monsieur le Président, je m'attendais à une réponse plus sérieuse de la part du vice-premier ministre à ce sujet.

LA POSITION CANADIENNE

L'hon. Chas. L. Caccia (Davenport): Le vice-premier ministre pourrait-il nous préciser si le premier ministre expliquera au président Reagan que le Canada trouve inacceptable qu'on se contente de recherche pendant encore cinq ans, surtout sachant que la recommandation des envoyés spéciaux chargés du dossier des pluies acides laisse l'initiative aux industries même qui sont la source de la pollution atmosphérique? Le premier ministre va-t-il exposer cette position au président Reagan?

L'hon. Erik Nielsen (vice-premier ministre et ministre de la Défense nationale): Le député aura beau faire, il devra reconnaître que personne n'a réclamé de façon plus éloquente que le premier ministre une solution au problème des pluies acides sur le continent et au Canada. Le député sait fort bien que dans ses entretiens avec le président américain, le premier ministre défendra la position qu'il a exprimée si souvent et ce publiquement.

LE NICARAGUA—L'OPINION DES PAYS D'AMÉRIQUE CENTRALE

L'hon. Edward Broadbent (Oshawa): Monsieur le Président, ma question, qui s'adresse au vice-premier ministre, porte sur le projet du président Reagan d'accroître l'ingérence militaire au Nicaragua. Je voudrais dire que contrairement au vice-premier ministre, la plupart des Canadiens ne considèrent pas qu'il s'agit d'une question de politique intérieure, pas plus d'ailleurs que les interventions semblables en Afghanistan et au Vietnam.

Compte tenu que des pays comme le Costa Rica, la Colombie, le Pérou et le Mexique ont stipulé clairement que toute ingérence extérieure comme le préconise actuellement le président des États-Unis n'est guère souhaitable, le gouvernement du Canada va-t-il, par l'entremise du premier ministre, au cours des réunions qu'il est sur le point de tenir à la veille d'un vote important au Congrès, indiquer clairement que l'intervention proposée par le président des États-Unis est mauvaise?

L'hon. Erik Nielsen (vice-premier ministre et ministre de la Défense nationale): Monsieur le Président, l'honorable chef du Nouveau parti démocratique essaie de déformer mes propos. Si je n'ai pas été clair, permettez-moi de rétablir les faits. Notre gouvernement ne croit pas que la situation actuelle en Amérique du Sud est une question de politique intérieure, sur le plan international. Ce que j'ai dit répondait à la dernière partie de la question du député, où il a parlé du vote du Congrès américain. Il s'agit-là d'une question interne. Nous nous préoccupons autant que lui de l'agitation politique et militaire dans